Extrait du Alger républicain

http://www.alger-republicain.com/Election-presidentielle-dans-les.html

Election présidentielle « dans les plus proches délais » sans la satisfaction des revendications politiques centrales du mouvement populaire

Date de mise en ligne : mardi 10 septembre 2019

- Actualité politique nationale -

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Le collectif qui peaufine la tactique politique des autorités et prépare les discours de Gaïd Salah pense-t-il sérieusement qu'il a en main des données fiables sur l'état d'esprit des différentes catégories sociales du pays qui l'autoriseraient à lancer une offensive à même d'introniser dans moins de trois mois un éventuel candidat en réserve ? Pense-t-il que la campagne « anticorruption » a créé un capital de sympathie au sein d'une partie de la population pour l'autorité militaire ? Que l'emprisonnement de responsables corrompus a réussi à terroriser à ce point toute une frange de la société composée de la grande bourgeoisie, des fractions supérieures des couches moyennes, de leur clientèle et valetaille, non moins corrompues et corruptrices que les anciennes personnalités aujourd'hui derrière les barreaux ? A faire comprendre à ces franges dominantes de la société que leur intérêt est de soutenir de gré ou de force la démarche arrêtée en haut lieu ? Un tel soutien est tout ce qu'il y a de logique. Il résultera d'une évolution naturelle du rapport des classes. Le grand souci de toutes ces catégories est d'abord la stabilité politique nécessaire à la préservation de leurs privilèges. Leur hantise est de faire l'objet d'une radicalisation sociale du mouvement populaire qui aboutirait à les pendre au bout d'une corde sans aucune autre forme de procès. D'où leur propension à se ranger sans bruits ni murmures derrière la seule force organisée dans le pays, celle de l'armée, si elles croient pouvoir obtenir de cette façon la garantie que le mouvement populaire de masse soit affaibli, que la campagne anti-corruption, menée par les appareils internes d'un pouvoir honni et non par une action populaire directe, se limite à faire tomber les têtes des responsables et des hommes d'affaires les plus en vue. Que son champ d'action s'arrête là,. Qu'il n'aille pas plus loin. Il n'est pas dit que l'évolution de la situation confirme leurs espoirs les plus fous. Compte tenu de son histoire, une armée encore fortement marquée par l'esprit de la guerre de libération et pas seulement par les aspects négatifs qui se sont aggravés depuis des décennies, l'ANP n'a pas fini de révéler des surprises. Les processus en cours sous l'influence du mouvement de masse montreront dans quel sens s'inclinera le fléau de la balance.

Pour le moment force est de noter que la « recommandation de l'armée » (de convoquer le corps électoral) n'est pas une phrase que l'on peut ranger dans la catégorie de simples éléments d'un débat purement platonique. Elle s'inscrit dans un processus en cours depuis juin au moins pour briser le mouvement de masse en tentant de jeter le trouble dans ses rangs, de le diviser, d'émousser sa combativité. Ce processus répressif n'est cependant pas irréversible.

Le mouvement populaire est appelé à durer. Il a obtenu l'annulation du 5e mandat de Bouteflika. Il a mis en échec l'élection du 4 juillet. Il a surtout poussé le régime à jeter en prison des dizaines de dignitaires enfoncés jusqu'au cou dans les affaires et la corruption. Pour certains, il fallait en passer par ce nettoyage, inimaginable il y a quelques mois, sacrifier les plus haïs des représentants du pouvoir, pour sauvegarder les bases sociales du régime. Les masses populaires exigent plus que des mesures cosmétiques de circonstance. Elles espèrent au fond que l'armée, en liaison avec leur mouvement, aille jusqu'au bout de son opération contre la corruption de façon à jeter les bases d'une démocratie véritable, que les sanctions exemplaires serviront de leçon à quiconque serait tenté à l'avenir d'utiliser ses fonctions publiques pour se remplir les poches. L'exaspération populaire contre les passe-droit que se sont octroyés des gradés depuis des décennies est légitime. Elle ne justifie pas pour autant la tentation d'opposer peuple et armée, surtout pas dans le contexte mondial caractérisé par les pressions et les ingérences impérialistes ouvertes. Ce contexte exige au contraire un front intérieur sans faille en appui sur la satisfaction des revendications politiques du mouvement populaire pour nettoyer toutes les institutions sans exception. La ligne fondamentale de clivage ne passe pas entre le « civil » et le « militaire » mais entre les défenseurs des aspirations sociales des masses populaires, de la souveraineté nationale, de l'unité de son territoire, et ceux qui sont du côté des exploiteurs, des corrompus, des despotes, de l'impérialisme.

Le mouvement populaire est appelé à durer et à connaître les décantations qui lui donneront plus de puissance. Il lui reste à se forger une vision socio-politique cohérente traduisant les profondes aspirations de ses composantes ouvrières et populaires, à s'organiser en conséquence, à ne pas se laisser berner par les courants bourgeois libéraux qui entendent cantonner les changements aux seules modifications dans les méthodes de gouvernement, à les limiter au remplacement de Hadj Moussa par Chab Moussa. Ces courants s'affairent à confisquer les fruits de ses luttes. Ils n'ont pas d'autres objectifs que de conquérir le droit de participer à la décision dont ils sont exclus

Copyright © Alger républicain

depuis des lustres par les détenteurs des appareils de l'Etat. Entre eux et les détenteurs du pouvoir il y a au fond une parfaite entente pour renforcer l'exploitation des travailleurs et raffermir la domination de la bourgeoisie sur le peuple. Seule condition pour y arriver : réussir à camoufler sous la bannière des « réformes urgentes et indispensables », sur le contenu desquelles ils sont tous d'accord, l'offensive contre les acquis sociaux afin de régler sur leur dos la crise financière imminente. Réussir à mettre la main « démocratiquement » sur les richesses du pays après avoir orienté les luttes vers une démocratie formelle. Casser tout aussi « démocratiquement » les mécanismes qui permettent de contrôler le mouvement des capitaux avec l'extérieur, renforcer ouvertement leur alliance avec les puissances impérialistes, etc.

Il n'est pas du tout dit que les franges prolétariennes du mouvement populaire les laisseront exploiter leur mécontentement pour se hisser sur leurs épaules vers les leviers du pouvoir afin de concrétiser leurs objectifs de classe antipopulaires.

Z. B.

Copyright © Alger républicain